

Après les résultats des élections européennes

dimanche 19 juillet 2009, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2009).

Les principaux enseignements des élections européennes du 7 juin 2009 sont les suivants : une abstention massive ; une progression de la droite flanquée de l'extrême droite ; un effondrement de la social-démocratie ; une augmentation des votes écologistes ; un maintien de la gauche radicale, réformiste de gauche ou anticapitaliste, sans nouvelle poussée sauf au Portugal et en Irlande.

Sommaire

- [Crise de légitimité](#)
- [Progression de la droite](#)
- [Recul de la social-démocratie](#)
- [Percée des écologistes](#)
- [Gauches radicales](#)
- [Leçons politiques](#)

Crise de légitimité

Les dernières élections européennes ont d'abord confirmé une large abstention populaire. Le taux d'abstention, de 57 % à l'échelle de l'Union européenne, a encore augmenté par rapport aux élections de 2004 où il avait déjà battu un record avec 54,6 %. L'abstention diminue dans 9 pays, elle augmente dans 17.

Elle montre une nouvelle fois la crise de légitimité de l'Union européenne et des partis de gouvernement qui inscrivent leur politique dans ce cadre. C'est le résultat d'une mise à l'écart des peuples dans la construction d'une Union européenne néolibérale et antidémocratique. Malgré les « Non » de gauche en France, aux Pays-Bas, en Irlande, lors de référendums sur le traité constitutionnel européen, l'UE a continué sa politique néolibérale. Plus, loin de constituer une protection, l'UE s'est montrée incapable de coordonner une réponse à la crise. L'abstention massive, c'est la sanction de cette politique. Etant donné l'importance de cette abstention, cette élection ne peut donc donner qu'une vision déformée des rapports de forces réels. Cependant, elle n'infirme pas les tendances lourdes de la situation, notamment la progression des droites et l'effondrement de la social-démocratie, mais du coup, les partis majoritaires ne recueillent qu'un nombre limité de voix ou de pourcentages des inscrits : en France, l'UMP de Sarkozy qui arrive en tête du scrutin, avec près de 30 % des suffrages exprimés, ne recueille que 11 % des inscrits ! Ce phénomène peut être constaté dans nombre de pays. Il indique la volatilité des électors, la crise de représentativité et de représentation des partis et des institutions. Il marque la profonde instabilité politique et sociale

dans les pays de l'UE, donc les possibilités de tournants brusques de la situation. Encore une fois, cela n'annule pas la progression des droites traditionnelles, populistes, et de l'extrême droite, mais cela relativise le caractère consolidé de ces rapports de forces.

Progression de la droite

La droite classique progresse dans 16 pays et régresse dans 11 autres. Elle l'emporte dans les grands pays où elle gouverne : en Allemagne, en France, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, en Pologne, en Autriche, en Hongrie. En Bulgarie, en Lituanie, en Lettonie, en Slovénie et à Chypre, les partis de droite arrivent aussi en tête. Paradoxe de la situation : les premières étapes de la crise renforcent les partis de la droite conservatrice qui ont été, justement, les plus zélés dans l'application des politiques néolibérales. L'acceptation, le soutien ou la critique modérée des « plans de relance » de la droite par la social-démocratie ont profité à la droite traditionnelle. Dans cette première phase de la crise, les réactions de crainte, d'inquiétude, de « repli sur soi », dans une situation d'approfondissement de la crise du mouvement ouvrier et de la gauche ont, effectivement, renforcé la droite conservatrice.

Cette poussée de la droite s'accompagne dans une série de pays de montée des forces de la droite populiste et de l'extrême droite notamment aux Pays-Bas, où le parti d'extrême droite islamophobe et anti européen du député Geert Wilders a obtenu 16,4 % des voix et 4 députés. En Autriche, en Finlande, en Hongrie, les forces d'extrême droite, qui se sont déchaînées dans des campagnes contre les immigrés, connaissent aussi une progression. En Grande-Bretagne, le British National Party (BNP, Parti national britannique) a obtenu 2 sièges de députés, avec 6,7 % des voix. La Grèce connaît aussi une percée de l'extrême droite, avec les 7,2 % de l'organisation LAOS. Cette progression est liée à la montée de courants xénophobes ou racistes dans une série de pays. Le sentiment de rechercher, avec les immigrés, un « bouc émissaire » à la crise, se répand en Europe. Le déchaînement de la Ligue du Nord, en Italie, contre les immigrés ; les réactions en Grande-Bretagne, dans certains secteurs de la classe ouvrière, autour du « british job for british workers » (travail britannique pour les ouvriers britanniques), les mouvements d'opinion dans certains pays d'Europe centrale contre les « Roms » (les tsiganes), peuvent donner une certaine base sociale à la droite populiste ou à l'extrême droite. L'ensemble des droites progresse dans 18 pays et régresse dans 9 autres.

Recul de la social-démocratie

La troisième des principales leçons du scrutin, c'est le constat d'un recul voire d'un effondrement de la social-démocratie. Qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition, elle perd du terrain. Elle régresse dans 17 pays, elle est stable en Suède et ne progresse que dans 9 pays — la Grèce, l'Irlande et Malte ainsi que dans les pays qui furent dominés par la bureaucratie, mais il s'agit là d'une « social-démocratie » particulière, issue des anciens partis d'État : la Lituanie, la Slovaquie, la Tchéquie, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie.

Le Parti socialiste européen (PSE) régresse donc, dans la plupart des principaux pays de l'Union européenne. Le PSE recule, en particulier dans les pays où la social-démocratie gouverne : en Grande-Bretagne, en Espagne, au Portugal. Elle connaît une véritable débâcle électorale en Allemagne où elle n'atteint que 21 %, un des plus faibles scores électoraux de l'histoire du SPD, sans parler de l'effondrement du PS en France (-13% par rapport aux dernières élections européennes de 2004). La social-démocratie paie son « social-libéralisme ». De concession en concession, d'adaptation en adaptation, de « réformisme sans réformes » en « réformisme avec contre-réformes

néolibérales », les partis socialistes européens ont connu une intégration toujours plus grande dans les mécanismes de gestion de l'économie et des institutions capitalistes et une perte relative de leurs bases sociales et politiques dans les classes populaires. Cela ne signifie pas la fin des partis socialistes. Ils peuvent revenir au premier plan, à la faveur d'un approfondissement de la crise économique ou de crises sociales et politiques... mais les tendances de plus en plus fortes de leur transformation de « parti social-démocrate classique » en parti « démocrate à l'américaine », déjà réalisée en Italie avec la transformation des ex-communistes en partisans du « parti démocrate », peuvent aujourd'hui se généraliser dans toute la social-démocratie européenne.

Percée des écologistes

Dans une série de pays, la crise des grands appareils traditionnels de la droite et de la gauche social-démocrate ont libéré de grands espaces pour plusieurs courants allant de l'écologie à la gauche radicale, en passant par toute une série de forces réformistes de gauche.

Lors de ces élections, ce sont les écologistes qui ont le plus profité de ces espaces.

Avec près de 60 députés élus, ils sortent renforcés du dernier scrutin. Une des percées les plus significative étant celle d'Europe Écologie de Daniel Cohn Bendit en France, qui a obtenu plus de 16 % des votants. L'augmentation considérable de leurs votes est le produit de deux phénomènes : l'aggravation de la crise de représentation politique des appareils traditionnels, mais surtout l'importance toujours croissante de la question écologique. Les problèmes soulevés par les changements climatiques et les inquiétudes fondées sur l'ensemble des questions environnementales se sont naturellement portés sur les écologistes. Ces modifications socio-politiques doivent conduire les anticapitalistes à renforcer la dimension écosocialiste de leurs réponses programmatiques et de leur intervention politique. Les écologistes couvrent tout le spectre politique de la gauche jusqu'à la droite. Il y a dans les forces écologistes des courants « écosocialistes », des courants « écoréformistes » liés à la gauche, des courants fondamentalistes mais la force politique qui va dominer au parlement européen, notamment autour de la figure de Cohn Bendit, c'est une « écologie de centre gauche ». Appuyés sur les institutions de l'Union européenne, Europe écologie en France et les Verts européens visent une large alliance des partis socialistes, des « centres » et des écologistes. En France une telle orientation a une projection, d'une part, dans la transformation des Verts, jugés « trop à gauche », « trop amateurs », en parti de rassemblement des écologistes, au travers d'une candidature à la prochaine présidentielle de Nicolas Hulot (écologiste et animateur populaire d'émissions télévisées sur l'écologie sur la chaîne TF1) — et d'autre part, dans la construction d'une alliance de centre gauche, avec les écologistes, le PS, et le Mouvement des démocrates (Modem) de François Bayrou. Les écologistes confirmeront-ils leurs résultats lors des prochaines élections ? De telles constructions pourront-elles aller jusqu'au bout ? Beaucoup dépendra des développements de la crise, des résistances sociales et des capacités des forces anticapitalistes...

Gauches radicales

Si les écologistes ont connu une augmentation de leurs votes, les gauches radicales (réformistes de gauche ou anticapitalistes) n'auront pas enregistré de nouvelles poussées sauf en Irlande et au Portugal.

Des partis comme Die Linke en Allemagne, le SP aux Pays-Bas ou le Front de Gauche en France ont maintenu ou augmenté légèrement leurs positions électorales. Le front de gauche — PCF et Parti de

gauche — ont obtenu 6,3% des suffrages, augmentant seulement de 0,5 % le score du PCF en 2004 (5,8 %). Malgré une bonne campagne, il n'y aura pas eu de dynamique du front de gauche. En Allemagne, Die Linke espérait un score à deux chiffres, ils n'obtiennent que 7,3 % des suffrages... Et déjà l'aile droite du parti, représentée surtout dans les régions d'Allemagne de l'Est, reproche à Die Linke, d'avoir fait une campagne... « trop à gauche » !

Le Parti de la Refondation communiste en Italie, avec 3,23 % n'a plus de représentants au Parlement européen. En fait la crise de Refondation communiste a débouché sur la constitution de deux blocs, l'un dirigé par Bertinotti (un de ses anciens dirigeants), dont le projet arc-en ciel, avec les Verts et les ex-socialistes s'oriente d'un côté vers de nouvelles alliances avec le parti démocratique et le centre gauche, et de l'autre sur un projet « communiste identitaire » appuyé sur la poursuite d'alliances avec le centre gauche dans les exécutifs des grandes villes et grandes régions.

En Grande-Bretagne les résultats de la gauche radicale sont décevants, avec la liste NO2EU à 1 % de même que le SLP d'Arthur Scargill.

Syriza (coalition de la gauche radicale) en Grèce, en obtenant 4,7 % des suffrages et en élisant un député au Parlement européen, n'atteint pas son objectif d'élire 3 députés.

L'organisation danoise Folkebevægelsen mod EU (Mouvement populaire contre l'UE), en centrant sa campagne contre l'Union européenne, en affirmant des positions nettes de défense des droits des travailleurs immigrés arrivant des pays de l'Est, a fait réélire un député, Soren Sondegard, par ailleurs membre de l'Alliance Rouge et Verte et de la IV^e Internationale .

Dans la gauche anticapitaliste, il faut enfin souligner les résultats du SP en Irlande qui obtient, après la campagne du « Non » irlandais contre le Traité de Lisbonne, un député à Bruxelles. Dans les élections locales, qui se déroulaient en même temps en Irlande, d'autres forces actives du « non de gauche », comme « People Before Profits », ont également remporté des succès.

Mais il faut surtout retenir les excellents résultats du Bloco de Esquerda (Bloc de gauche) du Portugal, qui fait une véritable percée, avec 10,73 % des suffrages et obtient 3 sièges de députés. La poussée du Bloco est liée à l'effondrement du PSE mais aussi à l'absence de formations écologistes. En fait le succès du Bloco renvoie à l'expérience accumulée de ses conseillers et de ses députés, à sa capacité de promouvoir des campagnes populaires, à sa capacité d'intervenir comme une alternative politique globale.

En France, le NPA a consolidé son électorat en obtenant 4,98 % des suffrages exprimés (840 713 voix). Il a progressé par rapport aux résultats des listes LCR-LO aux dernières élections européennes de 2004 (+2,3 %) sans avoir pu faire élire un député européen, ce qui a entraîné une certaine déception. Mais le NPA a effectué de vraies percées dans les communes ouvrières et populaires, allant jusqu' à 8-10 %. L'évolution de la situation politique, la capacité des directions syndicales à canaliser et à contenir puis à faire baisser la combativité ouvrière aura pesé sur le niveau des luttes et aura freiné la dynamique du NPA.

Pour nombre d'organisations de la gauche anticapitalistes, c'était leur baptême du feu électoral. Le Parti polonais du travail, Izquierda Anticapitalista dans l'État espagnol, ArbetarInitiativet (Initiative ouvrière) en Suède, la LCR-PSL en Belgique, le SSP en Écosse, Antarsya (coalition anticapitaliste) en Grèce ont fait des campagnes militantes, mais leurs résultats n'ont pas dépassé le 1 %. Malgré la faiblesse de ces résultats, ces organisations ont fait une avancée dans leur construction : plus d'influence, d'implantation, de membres.

Ces élections n'auront pas permis aux formations de la gauche radicale (réformiste de gauche ou

anticapitaliste) de faire un saut dans la voie de constituer une alternative politique. La polarisation à droite de ces élections aura limité l'émergence de forces à la gauche de la gauche... sauf en Irlande et au Portugal. Mais elles restent une donnée de la situation politique dans nombre de pays d'Europe.

Leçons politiques

Quelles sont, dans ce cadre, les leçons politiques générales ?

1. Ces élections confirment une conjoncture difficile pour le mouvement ouvrier, la gauche et les anticapitalistes. Les premières phases de la crise capitaliste profitent à la droite traditionnelle néolibérale. Nous pensions que la crise ouvrirait des espaces pour les idées et les politiques anticapitalistes. Nous avons marqué une série de points dans le débat politique et idéologique. Mais nous n'avons pas pu transformer nos idées en force matérielle. La droite a tenu bon et elle a confirmé sa politique. Contrairement à ce que certains ont expliqué sur la gestion de la crise, il n'y a pas eu de tournant keynésien ou néokeynésien. Il y a eu plus d'interventionnisme de l'État mais pour conforter les politiques néolibérales. Les restructurations industrielles ont renforcé les attaques contre les salariés : blocage ou baisse des salaires dans certaines entreprises (soit directement soit par l'augmentation du temps de travail), réduction des budgets sociaux, privatisations, nouvelles attaques contre la sécurité sociale ou les retraites. Les salariés et les chômeurs d'Allemagne doivent s'y attendre après les élections d'octobre.

2. Après quelques escarmouches, le niveau de luttes, en Europe, n'a pas été à la hauteur des attaques induites par la crise et les politiques gouvernementales. Il y a eu des journées d'action syndicales, des mobilisations contre les licenciements, des actions ou manifestations de secteurs du mouvement syndical, comme en Allemagne, mais pas de luttes nationales capables de faire reculer les politiques patronales ou gouvernementales. En France, où le niveau de luttes et de résistances reste fort — le plus élevé en Europe — les mobilisations sociales de plusieurs millions de travailleurs ont été canalisées dans une succession de journées d'action syndicales qui ont fatigué la combativité des salariés. S'étant adapté aux grandes lignes des politiques néolibérales, les directions syndicales ont tout fait pour éviter la confrontation avec le patronat... Résultat : cela a provoqué démobilisations et désorientations...

3. Si la conjoncture politique actuelle européenne est difficile, cette conjoncture s'inscrit dans une nouvelle période politique qui est lourde de tensions, contradictions sociales et politiques. Les coordonnées générales de la période ne sont pas remises en cause. Des rebondissements, des tournants, et de nouvelles conjonctures sont à prévoir. D'abord, nous sommes au début de la crise. Celle-ci va durer et s'approfondir. Sa dimension systémique, ses multiples dimensions économiques et écologiques provoqueront des changements politiques. Si un cycle de luttes ou de réactions sociales correspondant à la première année de la crise se termine, il y aura d'autres réactions, résistances ou luttes sociales. Bien sûr rien n'est automatique. La crise n'implique pas mécaniquement des luttes sociales, et même les luttes ne débouchent pas naturellement sur de la conscience. Il y a même polarisation, et on le voit aujourd'hui, à droite et à gauche et même entre la gauche radicale et l'extrême droite. Mais il ne faut pas oublier notre analyse de la crise comme une crise globale. La gauche radicale n'a pu, à cette étape, faire émerger une alternative politique crédible, mais la situation de la gauche après ces élections indique, plus que jamais, que l'enjeu est celui d'une réorganisation d'ensemble. Les PS ou des secteurs entiers de la social-démocratie vont être entraînés soit dans des alliances avec des centres gauches y compris écologistes, soit vont subir eux-même des mutations qualitatives accentuant leur « social-libéralisme ». Les directions syndicales connaissent un processus croissant d'intégration dans les mécanismes de gestion de la

crise. Les espaces libérés par l'évolution social-libérale de la gauche traditionnelle appellent des politiques audacieuses de rassemblement anticapitaliste.

4. Il faut garder le cap en prenant en compte les difficultés de la conjoncture. Face aux attaques de la droite et aux reculs du mouvement ouvrier il faut persister dans notre politique d'unité action — l'unité d'action de toute la gauche, de tout le mouvement ouvrier contre les plans capitalistes — mais aussi donner plus de place dans le profil de nos organisations, dans leurs propositions, à l'unité anticapitaliste. Il faut reprendre avec plus de force les propositions d'unité anticapitaliste. Cette unité a un contenu : la réponse à la crise économique et écologique. La gauche radicale doit être une gauche de lutte mais elle doit être surtout une gauche de réponses à la crise. Les revendications immédiates doivent être articulées avec des réponses à la crise, dans le domaine de la distribution des richesses, de la propriété publique et sociale dans toute l'économie et pas seulement les « services publics », dans un nouveau mode de production et de consommation basé sur les besoins sociaux. De ce point de vue là, nos réponses écosocialistes sont centrales. Enfin, la gauche anticapitaliste doit s'affirmer comme un parti défendant une alternative de pouvoir appuyé sur des propositions immédiates (« si vous êtes au pouvoir qu'est-ce que vous faites en premier ? ») et aussi de nouvelles pratiques et institutions démocratiques. Dans la gauche, il faut relancer le débat sur les alliances et les perspectives de pouvoir, en combinant là aussi unité d'action contre le droite et le patronat et unité anticapitaliste. Face aux offres de la social-démocratie d'alliances (ou même, comme en France ou en Italie, de « maisons communes »), il faut opposer l'unité anticapitaliste à l'unité social-libérale. Réitérer les deux options possibles dans la situation à venir : social-libéralisme ou anticapitalisme et interpellier toutes les formations, se situant à la gauche de la gauche, sur cette question. « Choisissez-vous l'unité avec les sociaux-libéraux ou l'unité anticapitaliste ? ». La question de l'indépendance des formations anticapitalistes vis-à-vis des directions traditionnelles de la gauche reste un critère décisif pour réorganiser la gauche.

5. Dans ce cadre, il faut poursuivre le rassemblement d'un pôle anticapitaliste en Europe. Car un des points d'appui pour relancer l'activité, stimuler l'unité d'action de toute la gauche, poursuivre la discussion programmatique et stratégique, ce sont les organisations de la gauche anticapitaliste. Bien sûr, leur développement est inégal mais leur responsabilité est décisive. Elles ont, au-delà de la conjoncture, accumulé des forces, des expériences et pour certaines comme le Bloc de gauche portugais ou le NPA français, une audience électorale et politique qui en font des forces alternatives crédibles à la gauche du PS.

Mais une série de forces significatives — comme les organisations révolutionnaires britanniques et irlandaises (le SWP et le SP), les courants de gauche dans et à l'extérieur de Die Linke en Allemagne, les courants anticapitalistes en Grèce, Sinistra Critica en Italie et Izquierda anticapitalista en Espagne, le Parti polonais du travail (PPP) — constituent des forces avec lesquelles il faut compter pour avancer dans la voie d'une nouvelle force anticapitaliste en Europe.

P.-S.

* Paru dans Inprecor 551/552, juillet-août 2009.

* François Sabado est membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale et du Conseil politique national du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France).